



Éditorial : Choc !  
P.2



Ces méfaits qui perdurent  
parmi d'autres  
P.5



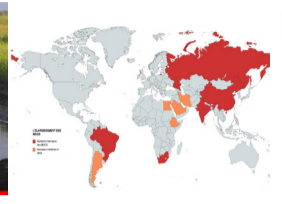
Somaliland : Victoire  
militaire spectaculaire de  
SSC-Khaatumo  
P.6



Coup d'État au Gabon  
P.8



rfi  
CORÉE DU SUD - AFRIQUE  
Lancement du grand  
projet « rice belt »  
P.9



Les BRICS sortent  
renforcés de leur 15ème  
sommet en Afrique du Sud  
P.10



Récit : En l'autre  
P.11

## Une collaboration troublante de l'OIM avec l'autocratie djiboutienne

+253 21 35 04 40 | +253 77 88 87 20 | +253 77 18 32 78 | globalddiaspora@gmail.com



French



Accueil

Djibouti

Diaspora

GDD

Bon à savoir

Espace membres

Bienvenue sur le portail de la diaspora djiboutienne

### Mahamoud DJAMA

Djibouti est à la fois un pays d'immigration qui accueille des ressortissants des pays limitrophes comme l'Éthiopie, la Somalie, l'Érythrée et le Yémen, et un pays d'émigration que ses propres citoyens fuient en nombre.

Si la collaboration entre Djibouti et les organisations onusiennes pour l'accueil des migrants va dans le bon sens, en revanche, la "contri-

bution" de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour "l'intégration de la diaspora djiboutienne dans le développement de Djibouti" passe mal, notamment au sein de cette même diaspora. Beaucoup pensent que l'argumentaire mis en avant ici ne convainc pas et que le régime djiboutien utilise l'OIM pour mettre en place un mécanisme de surveillance de la diaspora djiboutienne.

Qu'en est-il alors ? Nous avons décidé d'enquêter.

Pour commencer, nous avons

voulu savoir qui était cette fameuse "diaspora" que le gouvernement et l'OIM veulent intégrer

L'autre constat est que la courbe repart en hausse depuis 2015 au point de doubler chaque année pour s'établir à près de 2600 départs en 2021.

dans le développement du pays. Regardons cette courbe des don-

nées de la Banque mondiale sur l'émigration des Djiboutiens.

On peut remarquer qu'il y a un pic autour de 18000 personnes ayant émigré de 1990 à 1998. Cela correspondait au durcissement du régime dans un contexte d'opposition pacifique et de guerre civile au nord de Djibouti. L'autre constat est que la courbe repart en hausse depuis 2015 au point de doubler chaque année pour s'établir à près de 2600 départs en 2021..

--> suite page 3

# EDITORIAL: Choc !

**Mahamoud DJAMA**

La nouvelle est tombée vendredi 25 août 2023, dès le matin. Des images ont commencé à circuler sur la Toile. Des images de combats avec leur lot de pertes humaines, de blessés, de destructions matérielles et autres butins de guerre.

Lieu : les abords de la ville de Lasanod, en région Sool-Sanaag-Cayn (SSC). Cette fois, ce sont les combattants du cru qui sont passés à l'offensive contre les militaires somalilandais stationnés au camp proche de Gojade et alentour.

Les affrontements ont débuté vers 3 heures et demie, à une heure où le corps préfère le repos à l'action. Contre toute attente, les combattants de SSC ont vite progressé, multipliant les prises. En quelques heures, toutes les positions des militaires somalilandais sont tombées. Les soldats non blessés ont tenté de se replier jusqu'au-delà de la frontière de la région SSC. Ils l'ont fait dans le désordre. Dans la débandade, le général Faysal

Abdi Bootaan, commandant le camp Gojade et alentour, a été capturé.

---

*A Djibouti comme ailleurs, les réseaux sociaux ont été pris d'assaut pour suivre ces développements inattendus.*

---

A Djibouti comme ailleurs, les réseaux sociaux ont été pris d'assaut pour suivre ces développements inattendus. D'autant que, souvent jeunes et euphoriques, les combattants et reporters de SSC inondaient Internet d'images et de sons. Ils montraient les positions conquises, les dommages matériels infligés, les équipements militaires pris aux unités somalilandaises (dont certains étaient présentés comme provenant de l'arsenal de l'autocrate Ismail Omar Guelleh) ainsi que des blessés, des prisonniers et autres.

Ont suivi les déclarations de



victoire des dirigeants de SSC-Khaatumo, responsables politiques et chefs de communautés confondus. L'on a ainsi vu et entendu le président récemment élu de l'exécutif de la région SSC-Khaatumo, Abdulkadir Ahmed Ali. L'on a aussi vu et entendu le chef de communauté en chef et figure emblématique de la région, Garad Djama Garad Ali.

---

*Un choc d'autant plus violent, ajoute-t-on, que les combattants de SSC ont poussé leur avantage et reconquis toute leur région.*

---

Selon nos sources, le vieil autocrate de Djibouti, de retour du sommet des BRICS en Afrique du Sud, a été vite informé de ces développements. Lui, ami et soutien majeur du président Moussa Bihi Abdi du Somaliland, lequel est accusé de dérive autoritaire et de mauvaise gouvernance depuis son élection démocratique, pouvait suivre en direct sa déroute mi-

litaire. Surpris, Ismail Omar Guelleh ? Ou s'y attendait-il ?

Nos premières informations suggèrent la surprise. L'autocrate aurait vécu la chute de Gojade et alentour comme un choc. Un choc d'autant plus violent, ajoute-t-on, que les combattants de SSC ont poussé leur avantage et reconquis toute leur région.

Bihi aurait cherché à joindre Guelleh pour lui demander assistance. Il aurait notamment voulu, murmure-t-on, son appui aérien. Mais le vieil autocrate se serait porté absent. A la place, l'appelant aurait pris langue avec l'influente épouse de son ami, Kadra Mahamoud Haid. Sans résultats. Elle aurait peu de prise sur la chose militaire. Rien donc pour atténuer le choc de la défaite.

Choc ! ■

## Actualités Nationales

### Mahamoud DJAMA

Démographiquement, ce chiffre n'est pas négligeable, car il représente 0,24% de la population générale chaque année.



Ci-dessous, une cartographie de cette diaspora djiboutienne dans le monde d'après les chiffres de la Banque mondiale datant de 2017. Ces chiffres ont largement augmenté depuis lors.



Les raisons de cette émigration seraient liées en grande partie à la gouvernance de plomb qui prévaut à Djibouti, un pays que dirige depuis plus de 46 ans l'un des régimes les plus répressifs et fermés au monde. Comme dans d'autres dictatures, le pouvoir se transmet de manière dynastique depuis l'indépendance obtenue en 1977. Le premier président du pays, Feu Hassan Gouled Aptidon, a organisé sa succession en faveur de son neveu et chef du renseignement. Cela a encore durci la dictature, au point que les Djiboutiens disent vivre dans une "prison à ciel ouvert".

Alors, si la diaspora djiboutienne est constituée en grande majorité de gens ayant fui la dictature Gouled-Guelleh et que ce régime est toujours en place, comment l'OIM a-t-elle pu croire à son intégration dans le développement du pays ? L'OIM ignore-t-elle la nature du régime djiboutien ?

L'autre question essentielle est de savoir quel a été le niveau de collaboration entre le régime djiboutien et l'OIM. Qui a initié le projet et dans quel but ? Qui en a fourni le financement ?

Pour trouver des réponses à ces questions, nous avons tenté de consulter l'enfant au nom pompeux né de la collaboration entre l'OIM et la dictature djiboutienne. : "Global Djibouti Diaspora". Aussi avons-nous découvert que cette structure est pilotée par le régime djiboutien à partir de Djibouti. Tout est de couleur locale, jusqu'au contact téléphonique, car le numéro à composer est djiboutien et non extérieur. Nous avons aussi découvert que le site web de Global Djibouti Diaspora et les pages Facebook associées sont, pour chaque pays d'accueil, gérés par des agents notoires du régime. Cela en fait autant d'espaces de la propagande du président Ismael Omar Guelleh, de son régime et de son parti unique.

Nous avons alors voulu comprendre comment l'OIM s'est laissé engager dans cette histoire ? Est-elle au courant de l'utilisation de son nom à des fins politiques par une dictature ? Nous avons essayé de joindre l'OIM par téléphone. Aucune réponse. Puis lui avons envoyé un mail en ces termes "Bonjour. Je suis un journaliste d'investigation de la Voix de Djibouti, un média libre et indépendant. Nous sommes en train de mener une enquête sur la diaspora djiboutienne dans le monde et nous sommes tombés sur un site global-diaspora.org qui utilise votre logo :

<https://www.djibouti-diaspora.org/groupe-diaspora/> Nous voulons savoir si vous êtes au courant de cette utilisation et si vous travaillez avec cette structure ? Si c'est le cas, nous aimerions avoir quelqu'un qui puisse répondre à nos questions ? Bien cordialement. Mahamoud DJAMA, LVD". L'OIM nous a répondu comme ceci : "Bonjour M. DJAMA. Merci pour votre message et aussi d'avoir pris le temps de contacter le bureau de l'OIM à Djibouti. En effet entre 2018 et 2021, le bureau de l'OIM a mis en œuvre en République de Djibouti un projet renforcement des capacités du gouvernement afin de mobiliser et d'impliquer la diaspora dans le développement du pays. Le projet a permis la mise en œuvre de plusieurs activités notamment l'élaboration d'une stratégie de la diaspora qui définit les approches et les mécanismes d'engagement de la diaspora et du profil professionnel des Djiboutiens vivant à l'étranger. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, l'OIM a travaillé en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale de Djibouti. Ce projet est terminé depuis 2021. Et pour vous répondre, si vous souhaitiez avoir des informations à propos de la diaspora djiboutienne, il serait mieux de rentrer en contact avec le Ministère des affaires Étrangères et de la Coopération Internationale. Cordialement. Mme. Choukri Saleban. OIM DJIBOUTI". Nous avons envoyé un nouveau message à l'OIM : "Bonjour, nous faisons une émission sur l'émigration djiboutienne. D'après notre enquête, la majorité de cette émigration dite de la "diaspora djiboutienne" a fui le pays à cause de la nature du régime djiboutien. Et nous avons été surpris de voir sur le site de "Global Djibouti Diaspora" un parti pris évident pour le régime djiboutien. --> **suite page 4**

**Mahamoud DJAMA**

En plus, ce site utilise le logo de l'OIM, un organisme des Nations-Unies. C'est pour éclaircir la position et l'implication de l'OIM dans ces faits que nous nous adressons à vous (OIM). Voici nos questions :

1) Dans le cadre de votre collaboration avec la République de Djibouti, avez-vous autorisé l'utilisation de votre logo sur des sites de Global Diaspora ?

2) Si c'est le cas, avez-vous regardé l'utilisation de ces sites dont la quasi-totalité font de la politique et surtout de la propagande pour le pouvoir djiboutien ?

3) Avez-vous financé un projet de recensement de la diaspora djiboutienne pour le compte du gouvernement djiboutien tout en sachant la nature du régime djiboutien ?

4) Pouvez-vous comprendre l'inquiétude d'un certain nombre des personnes de ladite "diaspora" pour leur sécurité dans le cadre de ce projet ?

5) Si le projet est terminé en 2021, quelles sont les implications pour la diaspora dont la majorité est hostile au régime djiboutien à cause de sa nature anti-démocratique et liberticide ?

Merci de votre retour. Et nous allons adresser effectivement d'autres questions au ministère djiboutien des affaires étrangères.

Merci encore de votre retour. Bien cordialement.

Mahamoud DJAMA.

La Voix de Djibouti."

**A ce stade, nous avons compris qu'il y a une collaboration entre Djibouti et l'OIM et que le bébé de cette collaboration est "Global Djibouti Diaspora".**

N'ayant pas reçu de retour de la part de l'OIM, nous avons décidé de suivre la suggestion de la représentante de l'OIM à Djibouti et avons contacté le ministère djiboutien des affaires étrangères pour plus d'informations. Notre mail à lui : "Bonjour. Je suis un journaliste d'investigation de La Voix de Djibouti. Nous sommes en train de faire une émission sur l'émigration des ressortissants djiboutiens. Et nous sommes tombés sur un projet entre le gouvernement djiboutien et l'OIM sur la "diaspora djiboutienne", en d'autres termes, sur les émigrés djiboutiens en Europe et en Amérique du Nord. Nous avons vu que ce projet a accouché d'une structure appelée "Global Djibouti Diaspora" dont le siège est à Djibouti. Nous avons quelques questions à ce sujet :

1) Quel a été le but de ce projet ?

2) Qui l'a financé ?

3) D'après nos informations, il y a eu un recensement de la diaspora ou des émigrés djiboutiens en Europe et en Amérique du Nord. Quel a été l'objectif de ce

recensement ?

4) La structure "Global Djibouti Diaspora" est-elle une structure indépendante ou gouvernementale ?

Merci de votre retour.

Bien cordialement.

Mahamoud DjAMA.

La Voix de Djibouti".

Point de réponse ici non plus.

A ce stade, nous avons compris qu'il y a une collaboration entre Djibouti et l'OIM et que le bébé de cette collaboration est "Global Djibouti Diaspora". Alors, si nous avons aisément pu deviner l'intérêt du régime djiboutien (établir un fichier de renseignements sur la diaspora à des fins de surveillance politique), nous avons eu, en revanche, peine à saisir pourquoi l'OIM apportait sa "contribution" à un tel projet.

Et c'est là que nous sommes tombés sur cette page :

<https://primature.gouv.dj/la-chef-de-mission-de-loim-a-djibouti-elevee-au-rang-de-chevalier-dans-lordre-du-27-juin/> et sur le nom de l'intéressée, Mme Lalini Veerassamy, cheffe de la mission OIM à Djibouti. Elle a été élevée au rang de "Chevalier dans l'ordre du 27 juin", une haute distinction honorifique à Djibouti.

Alors, nous avons voulu prendre connaissance du mérite qui valait cette distinction à cette dame. Lequel est exprimé en ces termes : "(...) Non sans oublier ses efforts et sa contribution pour l'engagement et l'intégration de

la diaspora djiboutienne dans le développement de Djibouti". Pour la photo finale, on peut noter la présence très révélatrice de l'ancien directeur de la police, Abdillahi Abdi Farah, bras répressif du pouvoir, tombé en disgrâce depuis lors et jeté en prison. La justice du régime l'accuse notamment d'avoir élargi son système d'écoutes général à la famille régnante. Selon certaines informations, Madame Lalini travaillait étroitement avec Abdillahi Abdi Farah au sujet de la diaspora. Alors, Madame Lalini a-t-elle réellement coopéré à un système de surveillance policière de la diaspora djiboutienne par le pouvoir en place ? Si oui, avec quel financement ? A ces questions, l'OIM peut répondre et les Djiboutiens ont le droit de savoir.

Aussi La Voix de Djibouti (LVD), en tant que média libre, demande-t-elle l'accès aux données du recensement de la diaspora djiboutienne qui a été effectué par l'OIM ou avec l'OIM. A suivre■

# Ces méfaits qui perdurent parmi d'autres

Sur l'immeuble Heego du Plateau du Serpent, à Djibouti-ville



**Osman Waberi**

Le lancinant problème des retards de salaires perdure dans l'administration d'État. Les agents de l'État continuent donc de s'en plaindre.

*Le peu recommandable gendre du chef de l'État, un certain Tommy Tayoro dont la vie se résume à l'argent sale, à l'alcool, à la drogue et au sexe, y sévit toujours.*

Le mal-nommé Vogue de la Route de Venise, à Djibouti-ville, lieu de débauche qui ne dit pas son nom, perdure. Le peu recommandable gendre du chef de l'État, un certain Tommy Tayoro

dont la vie se résume à l'argent sale, à l'alcool, à la drogue et au sexe, y sévit toujours. nomination d'une femme à sa tête.

Le chantier douteux lancé sur l'emplacement de l'immeuble d'État les Mouettes, à la Siestta, perdure. Il serait la propriété d'une certaine Haïbado Ismail Omar, fille cadette du chef prédateur de l'État de Djibouti. Avec quel argent finance-t-elle ce chantier ?

La gestion désastreuse des établissements publics Électricité de Djibouti (EDD) et de l'Office national des eaux et de l'assainissement de Djibouti (ONEAD), perdure.

La prédation de la société d'État Djibouti-Télécom perdure.

La société immobilière de Djibouti ne va pas mieux malgré la

*La capitale, Djibouti-ville, détient la palme de la saleté au classement.*

La compagnie Air Djibouti où tant d'argent public a été "investi", reste livrée à la mort.

La capitale djiboutienne et les autres centres urbains du pays se noient toujours sous les ordures et autres eaux usées. La capitale, Djibouti-ville, détient la palme de la saleté au classement. A suivre de près■

# Somaliland : Victoire militaire spectaculaire de SSC-Khaatumo



**Mariam Robleh**

Le vendredi 25 août 2023 la vue des développements spectaculaires dans la région Sool Sanaag et Cayn (SSC) où un conflit armé opposait l'État auto-proclamé du Somaliland aux habitants locaux depuis le 6 février de cette même année. Un conflit qui avait éclaté suite à la décision de SSC de retourner à la République de Somalie dont le Somaliland avait fait sécession le 18 mai 1991. Aux premières heures du vendredi, vers 3 heures et demie, les combattants de SSC, renforcés par des proches du voisinage, ont attaqué de plusieurs côtés les positions des militaires somalilandais stationnés au camp Gojade et alentour, aux abords de la ville de Lasanod, chef-lieu de la région. Comme pris au dépourvu, les soldats visés n'ont pas opposé une résistance à la hauteur des

assauts. Les assaillants ont alors pu progresser rapidement, prenant position après position.

*Les combattants SSC ont poussé leur avantage jusqu'aux limites de leur région dont ils ont ainsi pris le contrôle sur toute son étendue.*

En quelques heures, toutes les positions occupées par la force somalilandaise sont tombées aux mains des combattants SSC, avec leur lot de pertes, de blessés, de destructions matérielles et de prises d'équipements militaires. Les soldats rescapés, galonnés ou non, se sont dispersés dans la nature ou ont été faits prisonniers. Pas moins de 260 militaires somalilandais dont 48 blessés ont été capturés par

les assaillants, selon des sources SSC. Parmi les prisonniers, l'officier supérieur qui commandait la zone, le général Faysal Abdi Botan.

Les combattants SSC ont poussé leur avantage jusqu'aux limites de leur région dont ils ont ainsi pris le contrôle sur toute son étendue.

Ce renversement inattendu de la situation militaire en SSC a surpris au Somaliland et au-delà. Les partisans du Somaliland l'ont vécu comme un choc, tandis que les habitants de SSC et leurs soutiens l'ont accueilli comme une libération. Il faut dire que, depuis février 2023, la ville de Lasanod était soumise au pilonnage de l'artillerie somalilandaise installée au camp Gojade.

Dès vendredi, dans la matinée,

les dirigeants militaires, politiques et communautaires de SSC ont officiellement annoncé leur victoire éclair. Le président de l'exécutif de SSC-Khatoumo, Abdulkadir Ahmed Ali, s'est exprimé depuis une localité située près de la frontière communautaire entre sa région et celle limitrophe du reste du Somaliland.

A cela, les autorités de Hargeysa ont répondu par un communiqué laconique du ministère de la défense. La déclaration a affirmé que les unités de l'armée stationnées à Gojade et alentour venaient d'être attaquées par SSC lors d'un mouvement de repli stratégique. Bien entendu, ces quelques mots ont laissé les lecteurs sur leur faim compte tenu de l'ampleur de l'évènement militaire.

**Mariam Robleh**

Dans la foulée, le président Moussa Bihi Abdi et son gouvernement ont tenté d'atténuer l'onde de choc de cette déroute militaire. Une déroute d'autant plus traumatisante que le récit sécessionniste somalilandais met largement en avant la lutte armée victorieuse menée par le MNS (Mouvement national somalien) contre le pouvoir central autoritaire que dirigeait le général Mohamed Siad Barreh. Les autorités de Hargeysa ont alors appelé à la mobilisation populaire et annoncé une contre-offensive militaire pour reconquérir SSC. Puis, ils ont commencé à masser des troupes à Oog, près de la frontière de SSC, désormais gardée par les combattants de la région. Bihi va-t-il lancer ladite contre-offensive à laquelle SSC se dit prête, ou s'agit-il d'un simple effet d'annonce compte tenu du contexte.

---

*Un mouvement armé Garhajis s'est même développé dans la région montagneuse Gan-Libaah (Gacan Libaax) d'où ses combattants ont déjà mené des attaques militaires contre le pouvoir de Hargeysa.*

---

Le contexte. Au Somaliland, la situation générale n'est pas favorable au président Bihi qui est

fortement accusé d'arrogance, de dérive autoritaire, de népotisme et de corruption, accusations qui rappellent celles dont son ami et autocrate Ismail Omar Guelleh de Djibouti fait l'objet. Il est notamment reproché au président somalilandais d'avoir délibérément différé la tenue de l'élection présidentielle prévue pour fin 2022. D'autres habitants que ceux de la région SSC ont, sans aller aussi loin qu'eux, exprimé ou expriment leur mécontentement, parfois par les armes. Ainsi, la communauté Garhajis, les deux communautés d'Awadal et la communauté Gabooye. Un mouvement armé Garhajis s'est même développé dans la région montagneuse Gan-Libaah (Gacan Libaax) d'où ses combattants ont déjà mené des attaques militaires contre le pouvoir de Hargeysa. Tout cela n'est pas sans impact négatif sur l'élan populaire souhaité par Bihi et son gouvernement.

D'aucuns se demandent si ce contexte intérieur défavorable à Bihi n'a pas joué, du moins en partie, dans sa lourde défaite militaire de Gojade et alentours. A ce sujet, certaines informations que nous avons reçues expliquent que, par peur d'une offensive du mouvement armé Garhajis, le président Bihi aurait ordonné à une partie de ses unités stationnées en SSC de se replier sur Hargeysa. Ce, à l'insu des autres unités. Cela aurait impacté le dispositif militaire en place là-bas, facilitant la victoire

des combattants locaux. Ces derniers auraient promptement saisi l'occasion pour attaquer massivement les soldats restés stationnés et réaliser un triomphe militaire qui n'a pas fini d'impressionner. Ce scénario est-il conforme à la réalité des faits ?

---

*En tout cas, l'histoire de ce qui s'est passé à Gojade et alentour est à écrire.*

---

En tout cas, l'histoire de ce qui s'est passé à Gojade et alentours est à écrire. D'autant que l'événement n'est pas que militaire, car il est aussi éminemment politique, à la fois pour la région SSC et le Somaliland en tant qu'État auto-proclamé■

# Coup d'État au Gabon



**Mouna Ali**

Le Gabon, pays d'Afrique centrale, vient, à son tour, de connaître un coup d'Etat. Les militaires y ont pris le pouvoir en ce 30 août 2023, très tôt le matin, après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, tenue samedi 26 août 2023. Un scrutin dont le président sortant, Ali Bongo Ondimba, a été déclaré vainqueur à hauteur de 64,27%.

Face à Bongo, l'opposition, rassemblée pour l'essentiel dans une coalition baptisée Alternance2023, présentait un professeur d'économie, Albert Ondo Ossa. La coalition des partis d'opposition a rejeté les résultats annoncés, estimant qu'ils ne reflètent pas l'expression de la volonté populaire. Avant même la proclamation des résultats, elle appelait le président Bongo à "organiser la passation du pouvoir". Son candidat dénonçait des "fraudes" du camp Bongo samedi, à deux heures de la fer-

meture des bureaux de vote, et demandait à être "déclaré vainqueur". Son directeur de campagne, Mike Jocktane, insistait lors d'une conférence de presse à Libreville : "Nous appelons nos compatriotes qui gravitent autour de ce pouvoir plus que jamais dépourvu de légitimité, particulièrement ceux autour d'Ali Bongo Ondimba" à "s'incliner humblement devant la volonté du peuple gabonais". Il poursuivait : "Ce qui est désormais attendu d'Ali Bongo Ondimba, (c') est qu'il accepte le choix souverain du peuple gabonais, qu'il le respecte et qu'il organise, sans effusion de sang, la passation du pouvoir en faveur du professeur Albert Ondo Ossa". Il invoquait, à l'appui de cette demande, une "tendance" qu'il donnait à partir de "la consolidation de plus de 50% des votes" exprimés.

La junte militaire, qui apparaît représentatives des différentes composantes des forces de défense et de sécurité, y compris

la garde présidentielle, a pris le nom de Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

## *Plus tard, il a été proclamé chef de l'Etat.*

Dans un communiqué lu à la télévision publique par un officier supérieur, les putschistes ont déclaré : "Les élections générales du 26 août 2023 ainsi que leurs résultats tronqués sont annulés. Les frontières sont fermées jusqu'à nouvel ordre. Toutes les institutions de la République sont dissoutes, notamment le gouvernement, le sénat, l'assemblée nationale, la cour constitutionnelle, le conseil économique, social et environnemental, le conseil gabonais des élections. Ce jour, 30 août 2023, nous, forces de défense et de sécurité, réunies au sein du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), au nom du peuple gabo-

nais et garants de la protection des institutions, avons décidé de défendre la paix en mettant fin au régime en place". La junte a également annoncé la mise en résidence surveillée du président déchu, en compagnie de sa famille et de ses médecins, ainsi que l'arrestation, notamment "pour haute trahison", d'un certain nombre de dignitaires du pouvoir renversé dont le propre fils d'Ali Bongo, Noureddin Bongo.

Le cerveau du coup d'État est le général Brice Oligui Nguema, chef de la Garde présidentielle. Des images de lui, porté par une foule de soldats en liesse, passaient en boucle à la télévision depuis la lecture du communiqué militaire. Plus tard, il a été proclamé chef de l'Etat. Il s'agit pourtant d'un proche du clan Bongo dont il servi le père puis le fils.



## Actualités Régionales

**Mouna Ali**

Les réactions internationales ont commencé à tomber, venant notamment de la France, de la Chine et de la Russie. La France, ancienne puissance coloniale en laquelle beaucoup voient le principal soutien extérieur de la famille Bongo, a condamné le coup d'État, souhaitant voir les

résultats de l'élection présidentielle acceptés. La Chine, qui a aussi des intérêts économiques au Gabon, a appelé au retour immédiat à la normalité et s'est inquiétée de la sécurité personnelle d'Ali Bongo. Quant à la Russie, elle a exprimé sa profonde préoccupation face au coup d'État au Gabon, appelant à la résolution pacifique de la crise.

Dans la série des coups d'Etat militaires qui se succèdent en Afrique, le Gabon devient ainsi le cinquième pays, après le Mali, la Guinée, le Burkina Faso et le Niger.

Rappelons que le président Ali Bongo avait succédé le 16 octobre 2009 à son père Omar Bongo

Ondimba, décédé le 8 juin 2009 après 42 ans de pouvoir sans partage. De sorte que le Gabon se confondait avec la famille Bongo.

A suivre ■

# La Corée du Sud lance La Ceinture Riz-K avec huit pays africains



**Traduit de l'anglais avec BNN : "La Corée du Sud lance La Ceinture Riz-K avec huit pays africains"**

**Osman Robleh**

La Corée du Sud a initié le projet Ceinture Riz-K (K-Rice Belt en anglais) avec huit pays africains pour renforcer leur sécurité alimentaire par la fourniture de variétés de riz de haute qualité et partager leur expertise agricole. L'initiative, qui fait partie de l'aide publique au développement de la Corée du Sud, vise à fournir des varié-

tés de riz de haute qualité et des machines agricoles, ainsi qu'à soutenir la construction de sys-

*L'objectif premier de l'initiative Ceinture Riz-K est de produire environ 2000 tonnes de riz cette année.*

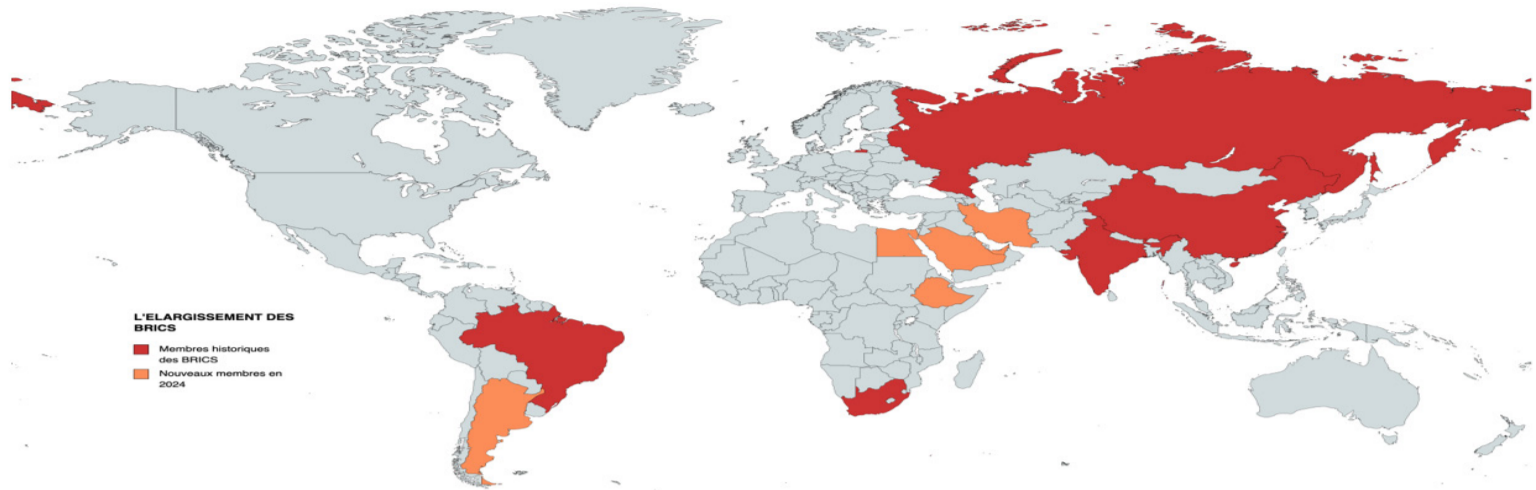
tèmes d'irrigation et autres équi-

pements en Afrique.

Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales a signé un mémorandum d'entente avec le Sénégal, la Gambie, la Guinée, le Ghana, le Cameroun, l'Ouganda, le Kenya et la Guinée-Bissau pour faciliter la mise en œuvre du projet. L'objectif premier de l'initiative Ceinture Riz-K est de produire environ 2000 tonnes de riz cette

année. D'ici à 2027, on s'attend à ce que ce chiffre monte à plus de 10000 tonnes par an, ce qui suffirait pour nourrir environ 30 millions de personnes chaque année dans ces pays sous-développés" (South Korea Launches 'K-Rice Belt' Initiative with 8 African Nations). ■

# Les BRICS sortent renforcés de leur 15ème sommet en Afrique du Sud



Abdallah Kalil

diverses questions”.

## *La déclaration a confirmé l'élargissement annoncé du groupe à "l'Argentine, l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite"*

La déclaration a confirmé l'élargissement annoncé du groupe à "l'Argentine, l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite". Leur adhésion à part entière sera effective pour compter du 1er janvier 2024. Le texte a également souligné que cette entrée de nouveaux membres est la première étape du processus de développement du groupe.

Les BRICS ont aussi affirmé qu'ils sont préoccupés par les conflits dans le monde et qu'ils soutiennent des solutions pacifiques.

Au niveau monétaire, "les dirigeants des BRICS estiment que

le moment est venu d'utiliser les monnaies locales et les systèmes de paiement alternatifs”.

A ce sujet, le président de la fédération de Russie, Vladimir Poutine, a déclaré : "La question de la monnaie de paiement des BRICS est très compliquée, mais nous irons dans cette direction”.

S'agissant des nouveaux pays membres des BRICS, le chef de l'État russe les a félicités et assuré que la Russie continuerait à œuvrer pour étendre l'influence de cette alliance dans le monde.

De son côté, le président chinois, Xi Jinping, a estimé "historique" l'actuel développement des BRICS. "La décision d'élargir les BRICS répond aux attentes de la communauté internationale et aux intérêts communs des pays en développement", a-t-il poursuivi.

Abondant dans le même sens, le premier ministre indien, Narendra Modi, a déclaré : "New Delhi salue favorablement l'invitation de nouveaux membres aux BRICS. L'adhésion de

nouveaux membres renforcera les BRICS en tant qu'organisation et ordre mondial multipolaire”.

Rappelons que les BRICS sont nés en 2003, à la faveur de la guerre en Irak, sous l'impulsion du Brésil, révolté comme tant d'autres par l'intervention américaine. Ils expriment une identité politique qui perdure depuis la conférence de Bandung de 1955 en Indonésie. Il s'agit de pays soucieux de s'émanciper de la tutelle occidentale et qui n'entendent que l'agenda mondial soit capté ou déterminé par les seuls pays du G7. D'autant plus que leur poids économique s'est affermi et qu'il s'agit, de par leur démographie, du groupe le plus important de la planète. Les BRICS représentent, en effet, 40% de la population mondiale et 26% du PIB mondial dont 18% pour la seule Chine. Ils occupent aussi 29,5% des terres émergées et comptent parmi les 10 pays les plus vastes du monde■

# Nos lecteurs ont du talent

## Récit : En l'autre (Suite du récit)



**B**ilane repense à l'arbre, cet élément structurant du milieu de vie des passeurs nomades. Où il y a un arbre, il y a de la verdure, car il se manifeste au pluriel. L'arbre est rarement solitaire sur les parcours et autres pâturages du cru.

---

### *Au reste, que penseraient-ils d'une ville autour de l'arbre ?*

---

A elle, l'arbre est familier et chargé de significations. Il se démarque par sa taille, certes variable, et domine souvent en hauteur le reste de la végétation. Il se distingue par ses racines qui courent dans le sous-sol pour le tenir en vie. Il offre de l'ombre, aidant au repos comme à la rencontre avec l'autre. Il est notamment un lieu de réunions, qu'elles soient publiques ou privées. Sous l'arbre, se tiennent les assemblées et autres audiences judiciaires. S'il porte des fruits comestibles, offre ses feuilles aux herbivores, ou gratifie l'humain de tel autre produit sien (sève, résine ou autre), il en tire un autre avantage. A la ville, il fournit beaucoup : fruits, bois de chauffe, bois de construction,

papier, résine, sève, etc. L'arbre soutient donc la vie de bien des manières.

Que l'arbre trône au milieu de la ville endogène à inventer ou à réinventer, symbole pluriel pour une société proche de la nature, ferait alors sens à Bilane. Et pas seulement à elle, car l'attachement à l'arbre est largement partagé à la campagne. Elle n'est pas certaine que, à cet être vivant, les citadins de la ville d'inspiration exogène attachent autant de significations et donc d'importance. Au reste, que penseraient-ils d'une ville autour de l'arbre ? Qu'en penseraient les lycéens qu'elle a récemment quittés ? Elle doute de la capacité de Mirane et de certains de ses amis à saisir le bien-fondé d'une telle structuration urbaine. Elle doute moins de Rachid et de Fozia dont, au fil des discussions, elle a perçu l'évolution favorable. Elle se promet d'en discuter avec les uns et les autres à la première occasion, lors de son prochain séjour en ville, si ses parents l'y envoient encore en ravitaillement.

\* \*  
\*

En ville, les lycéens n'ont pas abandonné leurs échanges sur la campagne. Fozia et Rachid ont

maintenu le sujet dans les conversations. A eux, la place de la campagne dans la société, leur apparaît sans cesse plus centrale. Comme d'autres, plus âgés, ils considèrent désormais que la société a besoin de mieux se relier à son héritage endogène. Ils y voient la principale condition de

---

### *Qu'elle emploie des robots ou des travailleurs humains pour exécuter les tâches, l'entreprise produit en vue de vendre et de générer du profit.*

---

la nécessaire renaissance post-coloniale et post-autocratique. Mais ils ne manquent pas de contradicteurs.

Illustration, ces échanges entre Rachid et un autre lycéen, Ismail, qui revendique ce qu'il appelle modernité.

-Quelle est ta définition de la modernité ? lui demande Rachid.  
-C'est le changement, le nouveau, ce qui n'est pas la tradition, lui répond-il.

-Tu veux dire tout ce qui serait en rupture avec ce que tu qualifies de tradition.

-Tu as bien vu. Je suis en rup-

ture avec la tradition qui rime avec un passé révolu, arriération. Tu me vois, moi, à la campagne, portant pagne et poignard ? Ce serait folie, si je le faisais.

-Tu es certain que la modernité est rupture, qu'il peut y avoir rupture du présent avec le passé ?

-Bien entendu, la modernité est un autre monde que ce qui a existé avant elle. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les choses passées et celles présentes.

-Pourtant, la lecture attentive du réel nous révèle autre chose. Elle nous révèle qu'il n'y a pas de changement total, qu'aucun changement n'est exempt de continuité. Prends l'exemple des procédés techniques d'une entreprise commerciale. Certes, l'innovation technologique y apporte du changement qui peut même être notable et qualifié de révolutionnaire, mais cela ne modifie pas la finalité de l'activité qui est de produire afin de vendre. Qu'elle emploie des robots ou des travailleurs humains pour exécuter les tâches, l'entreprise produit en vue de vendre et de générer du profit. A suivre■